

IMPRESSUM VAUD 2005 DANS LE RÉTROVISEUR

Chères consœurs, chers confrères,

Il y a le feu dans la maison presse. A tous les étages et dans tous les secteurs. Mais plutôt que de nous montrer solidaires pour empoigner la lance et circonscrire le sinistre, nous réagissons le plus souvent comme des animaux apeurés : nous optons pour l'immobilisme.

Allumé par un patronat prêt à tout pour réduire en cendres le partenariat social, l'incendie a déjà ratiboisé de nombreux acquis ces derniers mois : adieu, la Convention collective de travail (CCT) qui garantissait indexation et paliers ; elle est dénoncée pour la fin de l'année. Adieu, une presse de qualité « fabriquée » par les gens du métier : graphistes et correcteurs ont été les premiers sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Les logiciels qui permettent aux journalistes de mettre en page et de corriger eux-mêmes leur prose les ont remplacés presque partout.

Quel journalisme est-il encore possible de défendre dans ces conditions ? Certainement pas les formes qui demandent de prendre le temps de l'investigation et de la réflexion. Ni cet espace de liberté, où l'exposé des faits est souvent beaucoup plus éloquent que de longs discours. Adieu donc, aussi, les idéaux. Dans les colonnes des quotidiens, gratuits ou non, l'information n'en est plus une, remplacée par un brouet que le jargon appelle l'*infotainment*, des nouvelles qui se doivent de divertir leurs lecteurs. Facile à produire et à moindre coût.

Quant à la dénonciation de la CCT par Presse romande pour décembre 2006, elle augure d'une ère nouvelle et violente. Les raisons et les propositions avancées pour renégocier le partenariat tiennent en deux points : suppression à peine masquée de la reconnaissance de l'ancienneté d'une part, remplacée par la notion de mérite, qui pousse à grimper dans la hiérarchie pour voir son salaire évoluer. Et suppression de l'indexation automatique d'autre part, même plafonnée, ce qui constitue une mesure des plus dures et contribue à la précarisation de notre corporation.

Le 31 mars dernier, Ringier a affirmé avoir réalisé en 2005 le meilleur résultat de son histoire, avec un chiffre d'affaires de plus d'un milliard. Les autres groupes de presse n'auront certainement pas à rougir de leurs recettes. L'annonce de cette bonne santé économique, alors que Ringier Romandie a été le premier groupe à dénoncer les accords internes à l'entreprise, devrait fonctionner comme un détonateur : rien ne justifie le démantèlement de leurs statuts que subissent journalistes et professionnels de la presse. Si la mobilisation ne se fait pas aujourd'hui, le métier se mourra.

Pour en venir plus concrètement aux activités de notre syndicat dans sa première année d'existence après la « défusion » du SLJ, le comité vous informe des points suivants :

Comité : Silvia Garcia et Thierry Brandt ont rejoint notre équipe. Notre vice-président Nicolas Willemin nommé rédacteur en chef adjoint de « L'Express » à Neuchâtel (félicitations !) quitte le comité ; il reste néanmoins membre de la section vaudoise tant qu'il est encore domicilié à Lausanne. Ses fonctions sont reprises par Pierre Thomas. Gisèle Bottarelli, notre secrétaire, s'active toujours aussi efficacement (qu'elle en soit remerciée...).

Relation avec les stagiaires : les rencontres systématiques avec les stagiaires romands ont été abandonnées. Le taux de réponses des stagiaires était très faible et les toucher en une seule séance via le CRFJ, où plusieurs volées se côtoient, semblait difficile à réaliser. Les autres sections romandes ont été informées de cette décision. Dorénavant, les stagiaires vaudois seront contactés individuellement par nos soins.

Médiateur : des contacts avaient été pris avec Jean-Philippe Rapp, sans aboutir. Il nous faut donc désigner un nouveau candidat et nous appliquer à le convaincre ou renoncer d'entente avec nos amis de l'Association genevoise des journalistes (AGJ) à cette institution commune.

Mentorat : cette autre institution commune semble hélas connaître un sort très similaire au médiateur. Contrairement aux années précédentes, aucun repas n'est prévu avec les mentors au Salon du livre 2006. Le comité de l'Association genevoise des journalistes va s'enquérir des sollicitations reçues par les mentors et les remercier de leur disponibilité. Il nous communiquera leurs réactions.

Fonds de solidarité : voilà une institution commune qui a le mérite de fonctionner ! impressum Vaud comme l'Association genevoise des journalistes estiment qu'il faut maintenir un fonds commun aux deux sections. Certains membres des comités vaudois et genevois souhaiteraient qu'il soit géré de façon plus agressive...

Convention collective de travail (CCT) : la position que défend impressum Vaud aux séances consultatives des présidents de section, via sa présidente, est très ferme. Refus de négocier une nouvelle CCT à la baisse - avec une progression salariale moindre, l'introduction d'une notion de mérite dans la rémunération et suppression de l'indexation automatique. La CCT renégociée en 1995 l'avait déjà été au rabais. La présidente d'impressum Vaud, qui refuse de fossoyer davantage notre statut professionnel, ne participera pas à des négociations sur ces nouvelles bases imposées par Presse romande.

Archives : les Archives cantonales vaudoises (ACV) nous ont adressé le mois dernier un inventaire de tous les versements de documents depuis 1977. La convention de dépôt date de 1979 et les archives ne sont consultables qu'avec l'autorisation de l'association. Ces pièces, qui offrent un intérêt historique indéniable, devraient être plus facilement accessibles. C'est pourquoi la direction des ACV nous propose de reconsidérer nos relations et de rédiger une nouvelle convention.

Sort des correcteurs chez Edipresse : entre départs « naturels » ou déplacements à l'intérieur du groupe, près de la moitié des postes de correction de « 24 heures » et du « Matin » viennent d'être supprimés. Les survivants sont regroupés dans un service de correction commun aux différents titres et se limitent à corriger titres, chapeaux et légendes. A « 24 heures », la rédaction en chef a informé sa Société de rédacteurs que ce changement était une conséquence de la décision de la direction générale de réorganiser la correction et qu'y renoncer ponctionnerait le budget de « 24 heures » de 900 000 francs. Le refus de se plier à cette décision entraînerait la suppression de neuf postes de rédacteurs. La rédaction en chef a aussi précisé que si l'information n'avait pas été communiquée aux journalistes, c'est parce qu'elle voulait attendre que tous les correcteurs aient pu renégocier leurs nouveaux postes. Un exemple : trois des neuf correcteurs du « Matin Orange » ont été engagés chez « 20 Minutes », tandis que l'un des correcteurs non encore « recasé » ailleurs s'est vu proposer un poste de veilleur de nuit chez Edipresse...

La crise est là et l'avenir assez sombre. C'est pourquoi le comité d'impressum Vaud appelle à la mobilisation et vous attend nombreuses et nombreux à l'assemblée générale des journalistes vaudois le jeudi 4 mai au restaurant Le Milan à Lausanne.

Joelle Isler,
présidente d'impressum vaud
avril 2006